



UNION EUROPEENNE

**OSCE Conseil Permanent N°1076
Vienne, 12 Novembre 2015**

**Déclaration de l'UE en réponse au chef du Centre de
l'OSCE à Bichkek, S.E. l'Ambassadeur Serguei Kapinos, et
au directeur de l'Académie de Bichkek, Maxime Ryabkov**

L'Union européenne et ses Etats membres souhaitent la bienvenue à l'Ambassadeur Kapinos ainsi qu'au directeur de l'Académie de Bichkek M. Ryabkov au Conseil permanent et les remercie pour leurs rapports circonstanciés.

De notre point de vue, l'Asie centrale doit rester un domaine prioritaire pour l'OSCE, en particulier au regard de l'évolution du contexte sécuritaire régional.

Nous soutenons les 5 domaines d'activités prioritaires de la mission : le renforcement des relations entre les communautés, la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, la lutte contre les menaces transnationales, la promotion de l'Etat de droit et la protection des droits de l'homme et de l'égalité entre les sexes. Nous valorisons la qualité du dialogue avec l'Etat-hôte et le renforcement du dialogue avec les institutions autonomes de l'OSCE (BIDDH, RFOM, HCMN) et les organisations internationales présentes sur place.

Nous soulignons que pour toutes les opérations de terrain, une évaluation effective est essentielle pour promouvoir l'efficacité et aider à l'élaboration de meilleures pratiques et de retours d'expérience. Nous remercions l'Ambassadeur Kapinos d'avoir mis en évidence les impacts du Centre de Bichkek à travers son travail programmatique dans la période considérée.

Nous encourageons également la coopération régionale ainsi que la coopération entre les missions de l'OSCE et nous saluons à ce titre le rapprochement entre le Centre de Bichkek et le Bureau au Tadjikistan.

Les élections législatives du 4 octobre ont marqué des avancées vers la démocratie parlementaire. Toutefois le rapport final du BIDDH fait état de certaines insuffisances et adresse une liste de recommandations au Kirghizstan. Nous encourageons vivement les autorités à prendre en compte ces recommandations en vue des élections municipales de 2016 et présidentielles de 2017, avec le soutien notamment du Centre de Bichkek.

Concernant la dimension politico-militaire, l'Union européenne reconnaît l'importance des sujets liés aux menaces transnationales et à la sécurité des frontières. En dépit d'une stabilisation générale de la situation sécuritaire aux frontières et d'un renforcement de la coopération entre le Kirghizstan et le Tadjikistan, des incidents éclatent occasionnellement. En outre le travail de délimitation et de démarcation des frontières doit progresser, avec l'objectif d'améliorer la gestion intégrée des frontières. Nous saluons la coordination accrue sur ces questions avec le bureau de l'OSCE au Tadjikistan et l'Ecole des cadres pour la gestion des frontières de Douchanbé sur ces questions. La lutte contre le terrorisme est également une composante essentielle du travail du Centre de Bichkek, tout comme l'alerte précoce et la prévention des conflits, notamment par le biais des « messagers de la paix ». L'implication des conseils de la jeunesse est une approche efficace pour assurer la durabilité de ces activités.

Nous attachons une grande importance à l'Initiative de Sécurité Communautaire, qui profite aussi bien à la police kirghize qu'aux communautés dans le Sud du pays, et a joué un rôle important dans l'amélioration du dialogue et du degré de confiance entre les communautés ethniques et la police. C'est pourquoi nous regrettons que le gouvernement kirghize ait décidé de mettre fin à cette initiative. Cette décision risque de fragiliser les résultats positifs enregistrés jusqu'ici dans le travail de la police, alors que quelques incidents inter-ethniques dans le Sud continuent d'être constatés. Nous serions intéressés d'en savoir plus sur la stratégie visant à assurer la continuité et la durabilité des résultats de l'initiative et la manière dont celle-ci est prise en compte dans sa dimension financière.

Nous soutenons l'accent mis sur la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent dans la dimension économique et environnementale. Les progrès dans la prise en compte des recommandations du Groupe d'action financière ont abouti au retrait du Kirghizstan de la « liste grise » des Etats non coopératifs. Nous saluons également l'accent mis sur la bonne gestion des ressources naturelles, y compris l'eau, pour prévenir les conflits.

Dans la dimension humaine, qui est une priorité pour l'Union européenne, nous apprécions la poursuite des travaux du Centre – en lien avec le BIDDH – pour soutenir les autorités kirghizes dans l'amélioration du système de justice pénale. Nous souhaitons encourager les autorités kirghizes à poursuivre la mise en œuvre des réformes, en particulier en matière de prévention de la torture et concernant le système pénitentiaire. Nous saluons le rejet par le Parlement du projet de loi sur les « agents de l'étranger », qui aurait pu profondément fragiliser la société civile du Kirghizstan. L'Union européenne encourage également les autorités kirghizes à continuer leur coopération avec le Haut-commissaire pour les minorités nationales sur le développement de réformes dans le domaine de l'éducation.

Monsieur le Président,

Nous soutenons également l'Académie de Bichkek, qui jouit d'une excellente réputation dans la région. Elle contribue au renforcement de la coopération régionale en Asie centrale et avec l'Afghanistan. Son financement essentiellement extrabudgétaire met toutefois en péril sa durabilité à long terme. Nous espérons en outre que son bail pourra être étendu au-delà de juillet 2016.

Nous appelons les autorités kirghizes à se conformer à leurs engagements pris à l'OSCE d'exempter de taxes les personnels de la mission de terrain ou de rembourser le budget unifié des sommes prélevées. En tant que partenaire de longue date du Kirghizstan, l'Union européenne continuera de soutenir le nouveau gouvernement kirghize dans son travail visant à faire avancer le développement socio-économique, la bonne gouvernance, l'état de droit, la démocratisation et le respect des droits de l'homme.

Nous remercions l'ambassadeur Kapinos et M. Ryabkov pour leur soutien au processus de réformes au Kirghizstan et leur souhaitons plein succès dans la poursuite de leur travail.

L'ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro* et l'Albanie*, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; l'Islande et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen; ainsi que l'Ukraine se rallient à cette déclaration.

* L'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Albanie continuent à participer au Processus de stabilisation et d'association.